ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

4e Circonscription du Finistère



André COLIN

Président du Conseil Général du Finistère

Sénateur

Membre du Parlement Européen

Candidat du Centre Démocrate

Electrices, Electeurs,

L'enjeu des élections est extrêmement important pour l'ensemble du pays et pour notre région.

Il s'agit pour vous, d'élire un député qui, dans le cadre des institutions actuelles, pourra librement et sans passion représenter vos aspirations et vos besoins. L'enjeu est donc d'assurer la stabilité des institutions et de faire naître une politique nouvelle notamment dans le domaine économique et social.

LA STABILITE POUR UNE POLITIQUE NOUVELLE

J'ai approuvé la constitution qui a recueilli l'adhésion de la très grande majorité des Français. Je veillerai à son application loyale pour qu'elle garantisse la stabilité.

Dans cet esprit j'entends créer avec mes amis une majorité nouvelle au service d'une politique nouvelle :

— Expansion de l'économie

— Progrès social

— Développement régional

— Europe unie

EXPANSION ECONOMIQUE

Une propagande excessive tente de faire croire que la situation économique et sociale est excellente. Chacun sait ce qu'il en est.

La plupart des grands problèmes économiques et sociaux restent sans solution. L'emploi est menacé, la crise du logement ne s'atténue pas, le problème de la santé et de l'équipement sanitaire et social inquiète les plus hautes autorités. Partout en France, et particulièrement chez nous les équipements collectifs font défaut (écoles, routes, télécommunications, équipements portuaires, adductions d'eau, etc...).

Et pourtant nous sommes le pays d'Europe Occidentale où le poids des impôts est le plus lourd.

NOUS PROPOSONS UNE POLITIQUE DYNAMIQUE...

Grâce à :

— Une expansion régionale vivante offrant aux jeunes les emplois nécessaires.

— Un meilleur financement des équipements collectifs

— Le développement du potentiel touristique particulièrement dans notre région

— L'encouragement à l'épargne pour assurer les investissements

— Le développement de la recherche

— La simplification du système fiscal et la modernisation du crédit

— L'abandon des dépenses de faux prestige

Sciences Po / fonds CEVIPOF

...POUR ASSURER LE PROGRES SOCIAL ET SES PRIORITES :

— L'enseignement, pour répondre pleinement aux besoins de toute notre jeunesse, plus particulièrement chez nous en matière de formation professionnelle et pour répondre aux exigences de la liberté.

— Le logement et plus particulièrement le logement social.

— L'équipement sanitaire et social par la construction et la modernisation de centres hospitaliers et sociaux et l'amélioration des conditions d'exercice des professions hospitalières.

— La recherche du plein emploi, la protection des ouvriers contre les risques du chômage périodique et l'amélioration du niveau de vie par une juste politique des revenus qui vise notamment à augmenter les ressources :

— Des **travailleurs** surtout en supprimant les injustes zones de salaires.

— Des **familles** par le rattrapage du retard pris par les allocations familiales, le salaire unique, l'allocation logement et par un système plus équitable de bourses.

— Des **personnes âgées** dont les prestations sont nettement insuffisantes.

— Des **retraités** aujourd'hui désavantagés par le mode de calcul de leurs pensions.

— L'application rapide de la loi sur la protection sociale des commerçants et artisans.

— Le respect des droits des anciens combattants et victimes de guerre et l'indemnisation des rapatriés.

— Une politique agricole qui assure la parité et la rentabilité des productions. Elle suppose notamment une intensification de la politique de soutien des marchés agricoles et l'aide à l'équipement des exploitations. Les crises survenues récemment dans l'agriculture et la pêche qui connaît également de graves difficultés, font apparaître l'urgence d'une politique de progrès.

DEVELOPPEMENT REGIONAL

En dépit des déclarations officielles, jamais la situation de la Bretagne n'a été aussi critique. Lors de sa dernière réunion la Commission de Développement économique régional a constaté que la réalisation du Ve Plan en Bretagne était compromise :

— Il visait à la création de 27.400 emplois industriels, on parviendra difficilement à en créer 13.000 !...

— On constate un arrêt des implantations d'usines nouvelles dans le Finistère et donc des créations d'emplois.

— Il n'est prévu en Bretagne aucune opération de dimension nationale.

— Il fallait 25.000 logements par an. L'aide de l'Etat est assurée à 10.890 !

— Il en va de même pour l'ensemble des équipements.

De plus, même réduits les équipements prévus seront difficilement réalisés car l'Etat demande aux communes une participation toujours plus élevée dans le même temps qu'il limite leurs possibilités d'emprunts.

Pour une politique nouvelle au service de la Bretagne il faut une majorité nouvelle soucieuse de réduire le déséquilibre entre les régions et le gigantisme parisien, de promouvoir une véritable politique d'aménagement du territoire. Pour la mettre en œuvre il faut une étroite coopération entre les élus et les organisations professionnelles, sociales et économiques de la circonscription.

Cette politique trouvera toute son efficacité dans le cadre des institutions européennes.

UNE POLITIQUE D'INDEPENDANCE DANS UNE DIMENSION NOUVELLE : L'EUROPE.

La paix et l'indépendance ne sont possibles que par la puissance. Seule l'Europe unie peut constituer une puissance à l'échelle mondiale. L'Europe unie, dont la Grande-Bretagne doit faire partie, sera une communauté de peuples égaux. L'Europe enfin unie constituerait un ensemble d'une puissance égale à celle des Etats-Unis.

Elle permettrait dans le cadre des organisations internationales de répondre aux besoins des pays de la faim. Elle serait un gage de sécurité et un moyen efficace dans la recherche de la paix.

Cette circonscription possède des possibilités exceptionnelles qui n'ont pas suffisamment été exploitées.

Le vrai moyen d'avoir, enfin, un député efficace, attaché à toutes les libertés, à la démocratie et au progrès, est de voter :

André COLIN

Président du Conseil Général du Finistère.
Sénateur.
Membre du Parlement Européen.
Chevalier de la Légion d'Honneur.
Croix de Guerre 39-45.
Médaille de la Résistance avec rosette.

CANDIDAT DU CENTRE DÉMOCRATE

REMPLAÇANT ÉVENTUEL

Paul GUÉZOU

Pharmacien à MORLAIX

Vu : le Candidat

P.A.M.

Sciences Po / fonds CEVIPOF